

Global. Peu à peu, la communauté financière accroît son engagement vis-à-vis des acteurs économiques et prend à ce titre le relais de la société civile. Progressivement, les discours s'affirment et se structurent. L'absence de prise en compte, dans la stratégie des entreprises, des critères sociaux et environnementaux les plus établis ne répond plus aux attentes des investisseurs en matière de création de valeur sur le long terme. Mais face à des problématiques sociétales de plus en plus complexes et à l'accélération de la croissance économique mondiale, un ciblage des initiatives sur quelques indicateurs clés ne suffit plus et les outils d'analyse doivent encore s'améliorer. Il importe donc, pour les entreprises, de consolider la cohérence de leurs stratégies en prenant en considération tous les aspects sociaux et environnementaux auxquels elles sont confrontées afin de mettre clairement en évidence l'alignement de leur mission avec le projet des sociétés dans lesquelles elles prospèrent.

INSTITUTIONS, REGLEMENTATIONS

Climat, Ethiopie, énergie

L'Ethiopie lance son plan de développement de l'énergie éolienne

La puissance électrique installée en Ethiopie est de l'ordre de 4 300 MW, une capacité tout à fait insuffisante pour assurer la croissance de ce pays de 95 millions d'habitants, dont l'ambition est d'atteindre 35 000 MW d'ici à 2037. Pour y parvenir, l'Ethiopie compte sur les **énergies renouvelables**, et en particulier sur son potentiel hydraulique grâce au gigantesque barrage de la Renaissance : celui-ci devrait – une fois achevé et une fois les différends avec l'Egypte et le Soudan sur le « partage » des eaux du Nil réglés – générer 6 000 MW d'énergie. Mais le pays entend également s'appuyer sur d'autres sources d'énergie renouvelable : la **géothermie** (un accord a été signé en décembre dernier pour la réalisation de deux centrales d'une capacité globale de 1 000 MW) et l'**éolien**, dont le potentiel serait évalué à un million de mégawatts. En novembre 2013, la PME française [Vergnet](#) a inauguré la plus grande ferme éolienne du continent africain. Le 6 mars, l'Ethiopie a publié sa feuille de route pour le renforcement de cette énergie. Ce plan prévoit d'ajouter 1 000 MW au parc actuel, qui s'élève à 324 MW.

Foncier, Madagascar

Madagascar : un collectif d'associations alerte sur le risque d'appropriation des terres

En août dernier, la Banque mondiale citait Madagascar en exemple pour la réforme de son régime foncier (enjeu de premier ordre en Afrique pour les deux à trois années à venir) et en novembre, l'agence de coopération allemande (GIZ) s'associait dans ce pays à un projet pilote pour une gouvernance foncière responsable ([IE n° 269](#)). Mais le 13 mars, un collectif local (Collectif Tany) a une **nouvelle fois** tiré la sonnette d'alarme sur les **dangers de la loi du 28 novembre 2017 sur les zones économiques spéciales (ZES)**. Le collectif estime que ces zones priveront la population de milliers d'hectares et que les modalités de fonctionnement de ces espaces provoqueront une perte de souveraineté de l'Etat. A la suite de la non-conformité de certains articles de la loi prononcée par la Haute Cour constitutionnelle du pays, une version modifiée a été présentée pour examen à l'assemblée nationale malgache.

OUTILS POUR LA RSE ET L'ISR (indicateurs, tendances, initiatives, études)

Ressources, eau

Plus de la moitié de la population mondiale menacée par la pénurie hydrique d'ici à 2050

Dans leur dernier [rapport](#) mondial sur la mise en valeur des ressources en eau publié le 18 mars 2018, les Nations unies alertent la communauté internationale sur une probable aggravation de la pénurie en eau pour une grande partie de la population mondiale. D'ici à 2050, la Terre devrait compter entre 9,4 et 10,2 milliards d'habitants, dont les deux tiers vivront en milieu urbain, tandis que les sécheresses et la dégradation des sols devraient encore s'accroître. **Aussi, en 2050, 4,8 à 5,7 milliards de personnes (contre 3,6 milliards aujourd'hui) pourraient vivre dans des régions déficitaires en eau** et 1,6 milliard de personnes pourraient être exposées à des inondations (contre 1,2 milliard actuellement). La qualité de l'eau est également très dégradée. Depuis les années 90, la pollution s'est aggravée dans presque toutes les rivières d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine à cause des engrais et des autres intrants chimiques agricoles. Cette situation devrait encore s'accroître dans les vingt prochaines années. **Pour les auteurs du**

rapport, la clé du changement, c'est l'agriculture, principale consommatrice d'eau et source de pollution. Ces facteurs exposent la planète à un accroissement de l'instabilité sociale, des migrations de masse, voire des conflits entre Etats. Le document préconise de faire porter les efforts sur une « agriculture de conservation », qui recourt aux eaux de pluie plutôt qu'à l'irrigation, qui maintient la couverture des sols et qui régularise la rotation des cultures. Pour terminer sur une note optimiste, le rapport précise que les économies d'eau susceptibles d'être obtenues par des changements de pratiques pourraient être supérieures à l'augmentation globale de la demande en eau.

Emploi, Afrique

Le coût des robots bientôt moins important, même en Afrique ?

La révolution robotique est en marche : le coût de fonctionnement des robots et des imprimantes 3D diminue très rapidement et cette tendance devrait encore s'accélérer, menaçant au passage de nombreux emplois. Pour autant, certains observateurs estiment que cette évolution ne devrait pas affecter à court terme les pays à bas coût de main-d'œuvre. Dans une [étude](#) publiée le 19 mars, le *think tank* britannique Overseas Development Institute (ODI) vient toutefois ébranler cette thèse. Selon les auteurs, si le coût des robots intervenant dans la fabrication des produits manufacturés est susceptible de devenir inférieur à celui de la main-d'œuvre d'ici à 2023 aux Etats-Unis, dans les pays d'Afrique subsaharienne, le croisement des courbes pourrait se produire plus tôt que prévu. **Ainsi, au Kenya, il pourrait intervenir dès 2034, et entre 2038 et 2042 en Ethiopie.** Ce phénomène pourrait générer un chômage de masse et être accentué, sous l'effet de l'augmentation des salaires et du coût des transports, par un mécanisme de retour vers les pays développés de certaines activités industrielles délocalisées au cours des dernières décennies (*reshoring*). Mais il pourrait également constituer une opportunité pour les pays africains, à condition que ceux-ci développent activement les capacités techniques des populations et renforcent les activités les moins exposées à la robotisation.

Flux financiers, fiscalité

La baisse du taux d'imposition des grandes sociétés mondiales se poursuit

En dépit des efforts déployés depuis une dizaine d'années par les gouvernements des principales économies de la planète, le taux moyen d'imposition des grandes entreprises mondiales aurait diminué de près de 2 % depuis 2008. C'est du moins ce qu'affirme le *Financial Times*. Le quotidien britannique a analysé, sur une période de vingt-cinq ans, les documents des dix plus importantes capitalisations dans neuf secteurs d'activité. **Les calculs mettent en évidence une baisse du taux moyen d'imposition des grandes sociétés mondiales de 2 % environ entre 2008 et 2016 et de 10 % depuis 2000** (date à laquelle la tendance s'est substantiellement accentuée) pour atteindre 24 % en 2016. Sur la période 2008-2016, la baisse observée provient pour moitié de la diminution moyenne des taux d'imposition pratiqués par les Etats, laquelle résulte de la compétition dans laquelle les pays se sont engagés, compétition qui devrait encore se poursuivre dans les années à venir selon certains spécialistes. Le reste de la baisse procède des techniques d'optimisation fiscale instaurées par les entreprises.

PARTIES PRENANTES ENGAGEES

Ressources, eau, France, agroalimentaire

France Nature Environnement accuse Nestlé d'assécher les nappes de Vittel

Préserver les ressources en eau d'un bassin ou d'une nappe, c'est notamment s'assurer du maintien (voire de l'amélioration) de la qualité de la ressource, c'est vérifier que les prélèvements n'excèdent pas la capacité de reconstitution et, le cas échéant, éviter les conflits d'usage. Dans un communiqué daté du 20 mars, l'association **France Nature Environnement (FNE) dénonce la surexploitation de la nappe des Grès du Trias inférieur (GTI) de Vittel par les industriels présents localement**, dont la fromagerie L'Ermitage et la société Nestlé Waters. La nappe présente en effet, depuis au moins une trentaine d'années, un déficit chronique annuel de 1 million de m³ environ, soit le prélèvement annuel de Nestlé validé chaque année par arrêté préfectoral et qui représente 28 % des prélèvements totaux. Pour répondre à ce déficit, un projet consistant à acheminer de l'eau potable grâce à un pipeline, dont le coût est estimé à 20 millions d'euros sur vingt ans, a été présenté à la commission locale de l'eau (CLE). Mais selon l'association, **cette solution, dont le coût sera répercuté sur la facture d'eau des habitants, et cette situation sont préjudiciables aux populations locales, dont les besoins devraient, selon [l'article L. 211-1 du code de l'environnement](#), être satisfaits en priorité.** FNE et les associations locales accusent également les autorités locales de **favoritisme** (Nestlé est, de très loin, le plus gros contributeur fiscal local) et de **conflit d'intérêts** (Claudie Pruvost, ancienne présidente de la CLE et actuelle conseillère déléguée à la mairie de Vittel, est l'épouse de Bernard Pruvost, ancien directeur R&D chez Nestlé et président de la Vigie de l'eau, une association soutenue par la multinationale et chargée du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de 2010 à 2016). Le groupe Nestlé, qui conteste ces accusations, précise qu'à partir de 2018, il réduira ses

prélèvements d'un quart pour les ramener au-dessous de 750 000 m³ par an. Cette concession pourrait toutefois s'avérer insuffisante aux yeux des associations au vu des inquiétudes suscitées par la situation.

Travail des enfants, mines

Nouvelle étude sur les conditions de travail des enfants dans les mines de mica

Le mica est un minerai utilisé dans de nombreux secteurs (peintures et revêtements, électronique, construction, cosmétiques, etc.) et dont l'exploitation s'accompagne de bon nombre de violations des droits humains, dont ceux des enfants ([voir IE](#)). L'association Terre des Hommes Pays-Bas a publié, le 12 mars, une nouvelle [étude](#) sur le sujet, dans laquelle elle passe en revue la situation dans de nombreux pays. Elle souligne notamment que l'Inde et Madagascar détiennent plus de 90 % de mines illégales (un terrain où prospèrent les exactions). **L'ONG regrette également que la plupart des industries concernées par cette question ignorent la présence de mica dans les composants de leurs produits** et, de fait, ne prennent aucune disposition pour combattre ce fléau. Aussi appelle-t-elle les industriels, en particulier ceux de l'électronique et de l'automobile, à prendre les mesures nécessaires pour connaître l'origine du mica contenu dans leurs produits et à mettre en place des plans de vigilance adaptés.

Apport et impact des produits, agroalimentaire

Le code sur la commercialisation des substituts du lait maternel n'est toujours pas respecté

Afin de garantir aux jeunes enfants la meilleure croissance possible et leur assurer une bonne santé, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande l'allaitement maternel exclusif pour les enfants de moins de six mois et un accompagnement partiel avec des compléments alimentaires jusqu'à l'âge de deux ans. **Des études montrent qu'une réduction de l'allaitement maternel accroît considérablement les risques de pneumonies et de diarrhées**, respectivement première et deuxième causes de mortalité infantile dans le monde. Or, dans les pays à revenu bas et intermédiaire, 40 % seulement des enfants de moins de six mois sont nourris exclusivement par du lait maternel. En 1981, **l'OMS avait approuvé un code sur la commercialisation des substituts du lait maternel**. Ce code, qui peut être librement adopté par les entreprises, visait à empêcher la promotion des formules pouvant remplacer l'allaitement maternel. Fin février, l'association Save the Children a publié une [étude](#) examinant **les politiques et les pratiques en matière de promotion des substituts du lait maternel des six principales sociétés mondiales intervenant sur ce segment** (et qui représentent plus de 50 % des parts de marché) : Nestlé, Danone, RB, Abbott, FrieslandCampina, Kraft Heinz. L'association ne remet pas en cause les bienfaits des formules pour enfants dès lors qu'elles sont utilisées dans des conditions adéquates et reconnaît que certaines entreprises (comme Danone et Nestlé) ont mis en place des politiques assez complètes. En revanche, elle précise que **toutes les compagnies analysées montrent des lacunes plus ou moins graves dans l'application de ces politiques sur le terrain**. Si le problème n'est pas nouveau ([voir IE d'avril-mai 1997](#)), il s'est considérablement accru avec l'explosion du marché, qui a presque quintuplé entre 1998 et aujourd'hui (il devrait atteindre 70 milliards de dollars en 2019), et des budgets publicitaires qui y sont adossés. Aussi l'ONG demande-t-elle aux entreprises de soutenir publiquement le code de l'OMS et de se fixer des objectifs afin de le respecter avec rigueur.

INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Engagement actionnarial, Etats-Unis, finance

BlackRock précise ses lignes directrices en matière d'engagement actionnarial

Au mois de janvier dernier, Larry Fink, le président de la plus grande société de gestion mondiale cotée (BlackRock), énonçait les grandes lignes de la nouvelle stratégie d'engagement de son groupe ([IE n° 273](#)). Dans sa lettre, il indiquait notamment que BlackRock souhaitait que les entreprises expliquent comment leurs activités contribuaient positivement à la société. **Le 14 mars, le groupe a ajouté quelques précisions à ce sujet sur son site Internet**. Il énonce, en particulier, ses attentes sur plusieurs points : stratégie, objectif général et culture sur le [long terme](#) (qui favorisent, selon BlackRock, l'adhésion des collaborateurs au projet d'entreprise) ; prise en compte du [risque climatique](#) (il n'exclut pas de voter contre le renouvellement du mandat d'administrateurs ou d'apporter son soutien à des projets de résolution externes dans le cas où les réponses apportées ne seraient pas jugées satisfaisantes) ; gestion du [capital humain](#) (en particulier sur les questions se rapportant au développement des salariés, de la diversité et de l'égalité des chances, de la santé et sécurité, du respect des standards sociaux dans la chaîne d'approvisionnement) ; [diversité au sein des conseils d'administration](#) [la physionomie du [conseil de BlackRock](#) semble cependant encore comporter des marges de progrès dans ce domaine, NDLR], ; enfin, [rémunération des dirigeants](#) [il n'est toutefois pas fait référence à des éléments de rémunération liés à des critères environnementaux ou sociaux, NDLR].

Notation, finance

L'américain ISS acquiert l'agence d'évaluation extra-financière allemande oekom research

Les regroupements dans le secteur de la notation extra-financière se poursuivent sous l'effet de l'augmentation des besoins et de la demande dans ce domaine ([IE n° 263](#)). Le 15 mars, l'agence américaine Institutional Shareholder Services Inc. (ISS) a annoncé l'acquisition de la société allemande oekom research AG créée en 1993 et employant plus de 110 personnes. Aujourd'hui, plus de 180 sociétés de services financiers, qui détiennent plus de 1 500 milliards d'actifs sous gestion, font appel aux services d'oekom research. ISS, leader mondial des solutions apportées à la finance dans les domaines de la gouvernance des entreprises et de la finance responsable, emploie quelque 1 100 salariés dans treize pays et dispose de 1 900 clients.

Développement durable, France, finance

Le FIR accueille favorablement le rapport Notat-Senard

Le Forum pour l'investissement responsable (FIR) a publié un [communiqué](#) de presse dans lequel il exprime son soutien au rapport Notat-Senard sur l'entreprise et l'intérêt général ([IE n° 276](#)). Il souligne notamment que les recommandations du rapport permettraient « *de reconnaître dans notre droit le rôle sociétal de l'entreprise, sa responsabilité vis-à-vis des impacts sociaux et environnementaux de son activité, sans faire naître de risque juridique préjudiciable à [sa] pérennité* ». Le FIR est une association multipartite et comprend à ce jour huit grands investisseurs et quarante sociétés de gestion d'actifs.

ENTREPRISES (initiatives & controverses)

Climat, Etats-Unis, TIC

Microsoft poursuit sa route vers le 100 % d'énergies renouvelables

Microsoft a annoncé, le 21 mars, la signature d'un contrat portant sur l'achat de 315 MW d'énergie solaire auprès des futures centrales de Pleinmont I et II en Virginie (Etats-Unis), dont la capacité totale s'élèvera à 500 MW. Il s'agit du plus important contrat privé signé à ce jour aux Etats-Unis. Une fois opérationnelles, les centrales produiront annuellement environ 715 GW.h d'électricité, **450 GW.h revenant alors à Microsoft** [soit un peu plus que la consommation annuelle d'énergie du groupe Capgemini, NDLR]. A l'issue de cet accord, la puissance totale d'énergie renouvelable acquise par l'entreprise américaine représentera 1,2 GW et couvrira la moitié environ de la consommation de ses centres de calcul en 2018. Le groupe vise 60 % d'énergies renouvelables dans sa consommation d'énergie d'ici à 2020.

Esclavage moderne, Royaume-Uni, hôtellerie

Une chaîne hôtelière appelle le secteur à se coordonner pour lutter contre l'esclavage moderne

La Shiva Foundation (une fondation d'entreprise de la chaîne hôtelière britannique Shiva Hotels) a publié le 9 mars un [rapport](#) dans lequel elle demande à l'ensemble de l'industrie hôtelière de s'impliquer davantage et de s'unir pour combattre l'esclavage moderne. Dans son appel, la fondation ne vise pas uniquement à protéger les personnes victimes de l'exploitation sexuelle, mais aussi celles qui seraient abusées par des agences d'intérim peu scrupuleuses dans le cadre de contrats de nettoyage ou d'entretien, par exemple. **Elle insiste sur la puissance représentée par la capacité d'achat du secteur pour faire évoluer les conditions de travail dans la chaîne d'approvisionnement.** La Shiva Foundation exhorte les hôtels à être plus audacieux dans leurs initiatives pour combattre les cas d'esclavage moderne et à partager davantage les pratiques développées pour y parvenir. Elle demande aussi aux pouvoirs publics et aux parties prenantes de s'associer au mouvement qu'elle entend impulser.

EN BREF

Automobile. Plus de deux ans après les révélations sur les moteurs Diesel truqués par Volkswagen, le groupe allemand affiche des résultats éclatants. En 2017, son chiffre d'affaires a progressé de 6,2 % (à 203,7 milliards d'euros) et son résultat opérationnel culmine au niveau jamais atteint de 13,8 milliards d'euros).

Mines. Le relèvement de 2 % à 10 % du taux de redevance des métaux stratégiques annoncé en début d'année par les autorités de la République démocratique du Congo ([IE n° 275](#)) a été validé le 10 mars par le président du pays, Joseph Kabila, en dépit de l'opposition des grandes compagnies minières opérant dans le pays.

Prix de l'abonnement d'un an à **Impact Entreprises**, soit 22 lettres électroniques : 117 euros.

Adressez vos commandes d'abonnement à : CFIE, 52 bd Ornano – 75018 Paris
